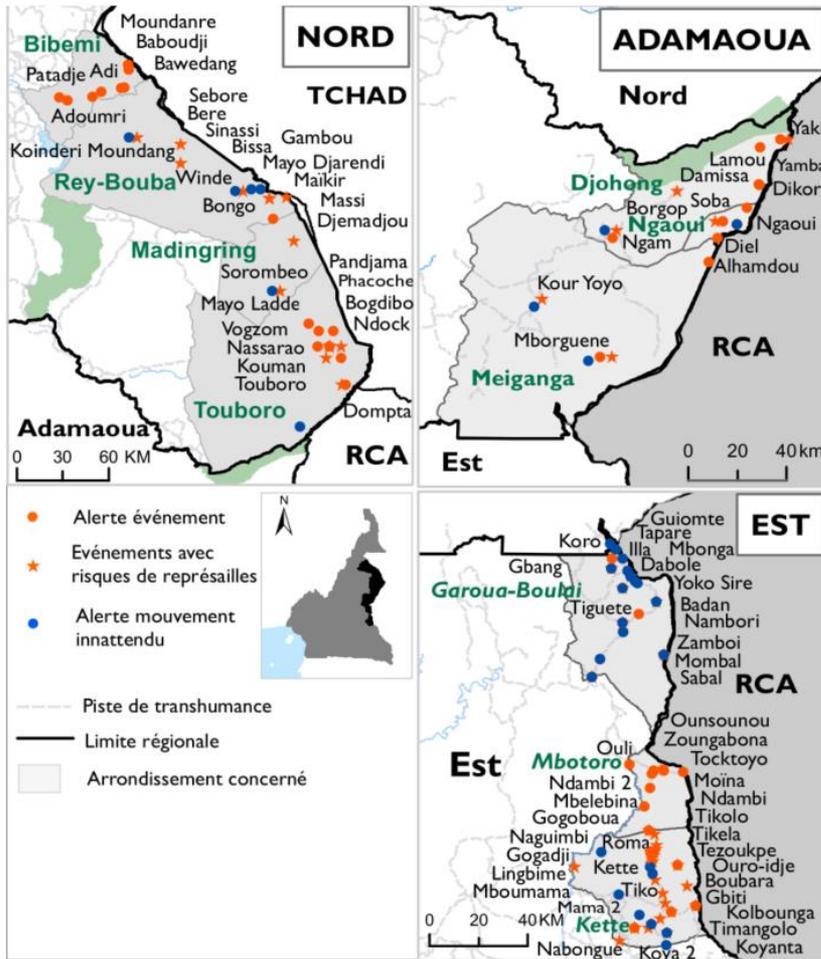


333
ALERTES

245 alertes événements
88 alertes prévention
(mouvements inattendus ou massifs)



Note: Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur cette carte peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM. Les coordonnées géographiques ont été collectées durant les évaluations sur le terrain.

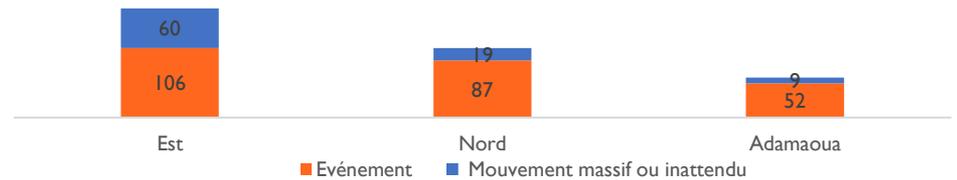
Les conflits agro-pastoraux liés à la transhumance, pratique ancestrale au Cameroun et dans la sous-région, et à l'utilisation des ressources naturelles, qui sont de plus en plus rares, sont devenus une cause d'insécurité majeure aux frontières avec le Tchad et la République centrafricaine.

L'outil de suivi des mouvements de transhumance (*Transhumance Tracking Tool - TTT*) mis en place depuis Août 2020 dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord, permet de comprendre les dynamiques liées à la transhumance transfrontalière avec le Tchad et la République Centrafricaine. Le TTT combine trois composantes : l'alerte, la cartographie et le comptage.

Le système d'alerte a pour objectif de recenser les mouvements inattendus de bétail et conflits ou catastrophes naturelles liés à l'utilisation des ressources naturelles et aux pratiques agro-pastorales dans la région, de comprendre les modes de résolution de conflits existants et d'informer les autorités compétentes, dans l'objectif de réduire les tensions dans les trois régions d'intervention. Ce système permet de recenser les alertes liées à un **événement conflictuel ou un désastre (alerte événement)** ou à un **mouvement massif ou inattendu de bétail (alerte prévention)** qui pourrait provoquer un conflit. Ce rapport détaille les données de l'outil d'alerte pendant les mois d'août et septembre 2021.

ALERTES

RÉPARTITION DES ALERTES PAR RÉGION



Entre le 1^{er} août et le 30 septembre 2021, 333 alertes ont été reçues, dont 74 pour cent d'alertes événements et 26 pour cent d'alertes prévention.

Sur les 242 événements, 86 ont été résolus. 119 présentent encore des risques de représailles dans les dix arrondissements cibles du projet.

En période de transhumance, 88 mouvements dont 78 de 100 bêtes ou plus, comptabilisant **16 725 bêtes accompagnées de 682 personnes** ont été recensées risquant de provoquer des conflits agro-pastoraux. Ils se composent de **33 mouvements de transhumance nationale**, principalement depuis l'Adamaoua (Arrondissement de Mberé) et le Nord vers l'Est (Arrondissement du Mayo-Rey), **42 mouvements de transhumance transnationale** principalement entre le Tchad et le Cameroun et 16 mouvements de transit, notamment du Tchad vers le Congo.

RISQUES

- 138 Événements non résolus
- 119 Événements présentant des risques de représailles
- 17 Événements ayant causé des blessés ou morts
- 4 Événements ayant entraîné des déplacements
- 88 Mouvements inattendus risquant de provoquer un conflit

Les alertes événements reçues sont en très grande majorité des cas de conflit agro-pastoral (90%) survenus en raison des dégâts des champs provoqués par le bétail (dans 96% des conflits), la non-utilisation (18%) ou l'inaccessibilité (7%) des pistes de transhumance, les conflits autour de l'exploitation des ressources naturelles (7%) ou le passage précoce ou tardif des groupes pastoraux (5%). Ces conflits impliquent en grande majorité les éleveurs et agriculteurs Camerounais, mais aussi les bergers et les groupes pastoraux en transhumance transnationale, notamment de nationalités Centrafricaine et Tchadienne. Le manque de balisage des pistes et le manque d'espace de pâture ou leur utilisation à des fins agricoles provoquent généralement la sortie des troupeaux et les destructions agricoles. Cent dix-neuf événements pourraient encore présenter des risques de représailles et des actions de mitigation comme le dialogue communautaire (82%), la restauration des espaces pastoraux (36%), la plantation de culture fourragère (32%) ou l'appui au développement d'activités génératrices de revenu (AGR, 24%), la réhabilitation d'infrastructures (21%), le meilleur balisage des routes de transhumance (19%) et l'installation d'un point d'eau (16%) permettraient d'y mettre un terme. Sur les 86 conflits résolus, 26 ont impliqué l'intervention d'un comité de gestion des conflits au niveau village mis en place par l'OIM ou de la commission consultative au niveau arrondissement dirigée par le sous-préfet, soit 30 pour cent contre 14 pour cent le mois précédent.

Des mouvements massifs ou inattendus ont été observés entre le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, le Nigeria, le Soudan et le Congo. Tous ces mouvements présentent le risque de provoquer des conflits agro-pastoraux (97%) ou d'exacerber les tensions entre communautés (5%). Par ailleurs, ces mouvements risquent de provoquer des destructions de cultures et d'exposer les éleveurs aux vols de bétail dans les régions de passage.

PREVENTION – MOUVEMENTS IMPORTANTS OU INATTENDUS

682 personnes

16 725 animaux

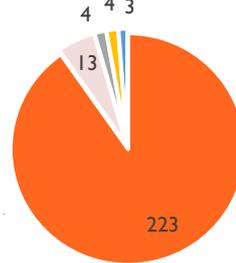
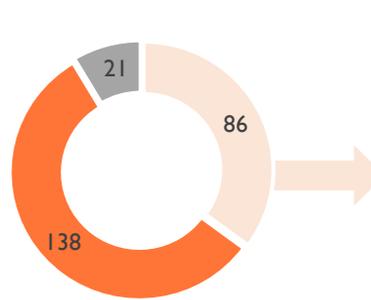
88 mouvements
Entre le Tchad et le Cameroun et
entre le Tchad et le Congo
principalement

**78 de 100 bêtes et +
10 de moins de 100 bêtes**

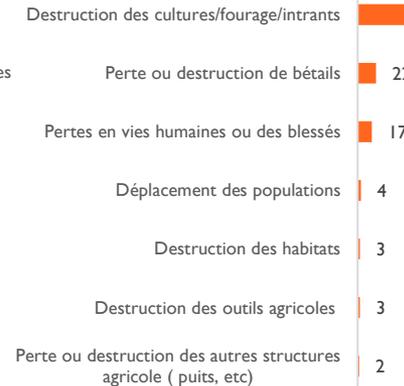
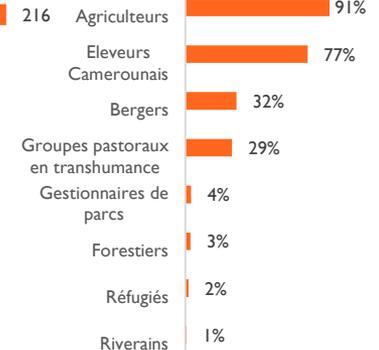
Principaux risques potentiels :
Conflits agro-pastoraux
Tensions intercommunautaires
Attaque armée

ÉVÉNEMENT – CONFLIT ou ATTAQUE
TYPE D'ÉVÉNEMENT

- Conflit agro-pastoral
- Autre type de conflit
- Attaque armée
- Tensions intercommunautaires
- Désastre naturel


CONFLIT RÉSOLU


■ Oui ■ Non ■ Ne sait pas

CONSÉQUENCES

ACTEURS IMPLIQUÉS

MODE DE RÉOLUTION

Résolution à l'amiable	45%
Comité villageois de gestion des conflits	29%
Leaders communautaires ou chefs coutumiers	20%
Autorités locales	5%
Commission consultative de gestion des conflits (Gérer par le Sous-Préfet)	1%

ACTIONS DE MITIGATION POSSIBLES
